

## 14ème législature

<b>Question N° :</b> <b>20631</b>	De <b>M. Dino Cineri</b> ( Union pour un Mouvement Populaire - Loire )	<b>Question écrite</b>
<b>Ministère interrogé</b> > Intérieur		<b>Ministère attributaire</b> > Intérieur
<b>Rubrique</b> >automobiles et cycles	<b>Tête d'analyse</b> >immatriculation	<b>Analyse</b> > fraude. lutte et prévention.
Question publiée au JO le : <b>12/03/2013</b> Réponse publiée au JO le : <b>10/09/2013</b> page : <b>9493</b> Date de renouvellement : <b>09/07/2013</b>		

### Texte de la question

M. Dino Cineri appelle l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur l'usurpation de plaques d'immatriculation qui est en très forte progression (49,5 %) selon un bilan du ministère de l'intérieur relatif au «comportement des usagers de la route». Les conséquences sont parfois lourdes pour les victimes destinataires de ces contraventions (perte du permis ou saisie de compte bancaire). Le magazine Auto Plus révélait également récemment à quel point il est facile de se procurer de fausses plaques d'immatriculation. Et la rédaction n'a pas hésité à pousser le vice jusqu'à copier les plaques de la Citroën DS5 de M. le Président de la République avant de les placer sur un modèle identique. Il souhaite par conséquent savoir ce que le Gouvernement envisage de mettre en œuvre afin de mettre un terme à ces agissements.

### Texte de la réponse

Le délit d'usurpation du numéro d'immatriculation prévu par l'article L. 317-2 du code de la route est sévèrement puni (sept ans de prison et 30 000 euros d'amende). Indépendamment des poursuites pénales qui sont menées à l'encontre des contrevenants, une procédure de changement d'immatriculation existe afin de répondre à ce type de difficulté. Les victimes peuvent demander en préfecture à bénéficier d'un nouveau numéro d'immatriculation sur présentation du dépôt de plainte effectué auprès des forces de l'ordre pour usurpation du numéro d'immatriculation. Ce numéro est alors délivré sans donner lieu au paiement de la taxe régionale. Les infractions commises avec l'ancien numéro ne sont plus attribuées aux personnes dont l'immatriculation a été usurpée. Cette procédure protège les citoyens victimes d'usurpation de leur numéro d'immatriculation de toute verbalisation induite. Pour contester les amendes déjà reçues, la victime d'usurpation doit déposer une requête en exonération auprès de l'officier du ministère public compétent par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de 45 jours, en joignant le récépissé du dépôt de plainte. Aucun paiement de l'amende et aucune consignation ne sont à faire dans ce cas. En outre, la saisie du champ « marque du véhicule » est désormais effectuée lors de la constatation des infractions de stationnement relevées par procès-verbal électronique. Cette autre mesure protectrice permet de détecter une incohérence avec le champ « marque » retourné par le SIV et d'éviter l'envoi d'un avis de contravention à un titulaire d'un certificat d'immatriculation d'un véhicule d'une autre marque, dont le numéro d'immatriculation aurait été usurpé. Enfin, l'Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions a mis en place un centre d'appels qui a pour mission de répondre à toute question sur une infraction relevée par un radar automatique. Le numéro d'appel est mentionné en haut à gauche de l'avis de contravention. Les mesures ainsi prises doivent mettre fin aux difficultés causées aux automobilistes concernés.